Val-de-Marne

Aéroport d’Orly : nouveau coup de pression des élus franciliens contre le bruit des avions

Des élus du Val-de-Marne, de l’Essonne et des Yvelines ont manifesté devant la Maison de l’environnement d’Orly alors que le projet de plan de prévention du bruit de l’aéroport est toujours au point mort. Mais une réunion se profile le 8 juillet et l’Acnusa vient de remettre son rapport. Peut-être de quoi faire bouger les lignes.

Athis-Mons (Essonne), le 3 juin 2021. Manifestation d'élus franciliens à l'appel du réseau Drapo devant la Maison de l'environnement de l'aéroport Paris-Orly. LP/Marine Legrand

Par Marine Legrand
Le 3 juin 2021 à 14h49

« Si vous pensez que la pandémie est une trêve dans le développement de l’aéroport d’Orly, il n’en est rien ! » Les élus des villes survolées par les avions d’Orly préviennent haut et fort les habitants. Plusieurs dizaines ont manifesté jeudi matin à Athis-Mons, devant la Maison de l’environnement de Paris-Orly, pour réclamer la baisse des nuisances aéroportuaires qui plombent leur quotidien.

Ils étaient invités par le réseau Drapo, qui défend les riverains de la plate-forme, et n’ont pas hésité à faire le chemin depuis Rochefort-en-Yvelines, Limeil-Brévannes, Yerres, Bures-sur-Yvette, Marcoussis, Sucy-en-Brie…

« On avait rêvé de concertation »

Pourquoi manifester maintenant ? Car le trafic reprend petit à petit à Orly (le terminal 4 a rouvert ses portes le 21 mai et une nouvelle zone d'embarquement internationale a été inaugurée) et car le projet de Plan de prévention du bruit dans l'environnement d'Orly (PPBE) est toujours au point mort. Or, c'est le seul document capable d'imposer une réduction du bruit à la source. La dernière réunion de travail remonte à janvier.

Les élus avaient montré les crocs à grand renfort de manifestations, motions, délibérations… « Ce PPBE est un cheval de Troie, estime Olivier Clodong (DVD), maire de Yerres. Il prévoit l'insonorisation des habitations et empêche l'arrivée de nouvelles populations dans les zones exposées : c'est préparer le terrain à une augmentation du trafic aérien. » « Après ces phases d'alerte, on avait rêvé de concertation », poursuit Didier Gonzales (LR), le maire de Villeneuve-le-Roi et président de Bruitparif. Il n'en fut rien.

Réunion surprise

Mais quelques heures avant le rassemblement de ce jeudi matin, mercredi soir exactement, Drapo a reçu un mail de la DGAC et la préfecture les conviant à une réunion sur le PPBE le 8 juillet. Hasard heureux ou non ? Les élus restent sur la défensive. « On s'attend à découvrir un nouveau projet non concerté », s'agace François Durovray (LR), président du département de l'Essonne, qui dénonce le choix de cette date, « quelques jours avant la trêve estivale ».

Athis-Mons (Essonne), le 3 juin 2021. Parmi les élus présents, François Durovray (au micro), le président LR du département de l'Essonne. Marine Legrand

« Nos objectifs restent les mêmes, rappellent Gérard Bouthier, président de Drapo et élu à Yerres : obtenir l'allongement du couvre-feu à huit heures, temps de sommeil recommandé par l'OMS, limiter le nombre de mouvements annuels à 200 000, interdire le survol des aéronefs les plus bruyants, améliorer les procédures d'atterrissage et décollage, prendre en compte la spécificité d'Orly, un aéroport enclavé dans le tissu urbain… »

« En 21 ans, on a eu beaucoup de promesses. La réalité, c'est qu'ADP et la DGAC nous mènent en bateau, dénonce Luc Offenstein, président de OYE 349, une association de lutte contre les nuisances d'Orly basée à Sucy-en-Brie. Je peux vous attester que le bruit a bel et bien augmenté au fil des ans. J'ai une station de mesure dans mon jardin, une autre à 50 m de chez moi. Et leur seule réponse, c'est imposer une contrainte d'urbanisme à 500 000 personnes ? ! »

Le président de Bruitparif confirme : « Oui, le bruit a augmenté sur la plate-forme d'Orly. C'est scientifiquement établi. Or, la réponse de l'Etat est d'étendre le Plan d'exposition au bruit (PEB), c'est-à-dire de virer les gens. Ça leur permettra d'y aller à fond côté développement d'Orly ! Mais on va leur montrer que ce n'est pas aux habitants de partir… »

Changement de préfet, changement de texte ?

L'ancien préfet du Val-de-Marne avait accepté de revoir sa copie, fin janvier, après les mobilisations des élus. Sa successeur, Sophie Thibault, ira-t-elle jusqu'à supprimer le projet d'extension du PEB, allonger le couvre-feu, réduire le nombre de mouvements aériens et créer des mesures de réduction du bruit à la source ? Réponse le 8 juillet.

Elle pourrait s'appuyer sur le rapport que vient de publier l'Acnusa. L'autorité indépendante de contrôle des nuisances aéroportuaires y recommande notamment d'œuvrer en faveur des procédures de descente continue, moins bruyantes, d'« améliorer la connaissance des nuisances sonores » en créant notamment « un observatoire national des mouvements de nuit sur les grands aéroports français », de réviser plus souvent les hypothèses ayant mené jusqu'au fameux PEB…